

19 JUL. 2006

« 3S »

**Société par actions simplifiée**  
**Au capital de 37 000 Euros**  
**155, boulevard Haussmann**  
**75008 Paris**

N DE DEPOT 01222

**RCS PARIS B 489 587 410**

063.7478

**DECISION EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES DU 3 JUILLET 2006**

L'an deux mille six le trois juillet à dix sept heures, au siège social, se sont réunis les associés de la société :

Enregistré à : SERVICE IMPOTS DES ENTREPRISES EUROPE-ROME  
Le 06/07/2006 Bordereau n°2006/2 117 Case n°37 Ext 14985

- Kurt SCHLOTTHAUER,
- Christoph SCHLOTTHAUER,
- Anthony BRANDEL,
- Sylvie PATAT

Enregistrement : 500 € Pénalités :  
Total liquidé : cinq cents euros  
Montant reçu : cinq cents euros  
L'Agent

Madame Maryse LEBEL, commissaire aux comptes de la société, était absente excusée.

Monsieur Kurt SCHLOTTHAUER, Président, ouvre la séance en indiquant que l'ordre du jour remis aux associés concerne essentiellement la décision à prendre d'une augmentation de capital de la société en contrepartie de l'apport de titres de la société Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande.

Le Président indique que l'ensemble des documents nécessaires à l'information des associés (rapport du Président, rapport du commissaire aux apports, traité d'apport en nature ainsi que les autres documents énumérés par la loi et les règlements) ont été mis à leur disposition préalablement, de sorte qu'ils peuvent se prononcer en parfaite connaissance de cause sur les résolutions qui leur sont soumises :

- Rapport du Président
- Rapport du Commissaires aux Apports
- Approbation des apports en nature d'actions de la société Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande consenti Monsieur Kurt SCHLOTTHAUER à la

*[Handwritten signatures and initials]*

société, de l'augmentation de capital corrélative et de l'évaluation de ces apports

- Modifications corrélatives des statuts
- Pouvoirs en vue des formalités

## **PREMIERE DECISION**

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président et du rapport sur la valeur des apports établi par Monsieur Jean COHEN-SCALI en qualité de commissaire aux apports,

décident,

sous réserve de l'approbation de l'évaluation de ces apports, objet de la deuxième résolution ci-après,

d'approuver l'apport consenti par Monsieur Kurt SCHLOTTHAUER aux termes et conditions figurant dans le traité d'apport conclu le 2 juin 2006 entre la société et Monsieur Kurt SCHLOTTHAUER, portant sur 89 000 (quatre vingt neuf mille actions) de la société Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande,

et en conséquence, d'augmenter le capital social, d'un montant de 4 450 000 € (quatre millions quatre cent cinquante mille euros), pour le porter de 37 000 € (trente sept mille euros) son montant actuel, à 4 487 000 € (quatre millions quatre cent quatre vingt sept mille euros), par la création de 44 500 actions (quarante quatre mille cinq cents actions) nouvelles qui seront intégralement attribuées à Monsieur Kurt SCHLOTTHAUER.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouiront des mêmes droits, notamment en ce qui concerne les droits à dividende, que les autres actions existantes, et supporteront les mêmes charges et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la société et aux décisions des organes sociaux de cette dernière.

**Cette décision est approuvée à l'unanimité des associés**

## **DEUXIEME DECISION**

Les associés,

connaissance prise du rapport du Président sur la valeur des apports établi par Monsieur Jean COHEN-SCALI en qualité de commissaire aux apports,



approuvent, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce, l'évaluation des apports en nature consentis par Monsieur Kurt SCHLOTTHAUER à la société s'élevant à la somme globale de 4 450 000 € (quatre millions quatre cent cinquante mille euros),

et, en conséquence, constate la réalisation définitive de l'apport et de l'augmentation de capital le rémunérant, de sorte que le capital social de la société s'élève désormais à 4 487 000 € (quatre millions quatre cent quatre vingt sept mille euros) divisé en 44 870 actions (quarante quatre mille huit cent soixante dix actions) intégralement libérées.

**Cette décision est approuvée à l'unanimité des associés**

### **TROISIEME DECISION**

Les associés,

Comme conséquence des décisions qui précédent,

Décident de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

L'article 6 des statuts relatif au capital social est désormais rédigé ainsi qu'il suit :

#### **« Article 6 - Capital social**

*Le capital social est fixé à la somme de quatre millions quatre cent quatre vingt sept mille euros (4 487 000 €). Il est divisé en quarante quatre mille huit cent soixante dix actions (44 870 actions) de même catégorie, intégralement libérées et souscrites en totalité par les actionnaires et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports.*

L'article 7 des statuts relatif aux apports est désormais rédigé ainsi qu'il suit :

#### **« Article 7 - Apports**

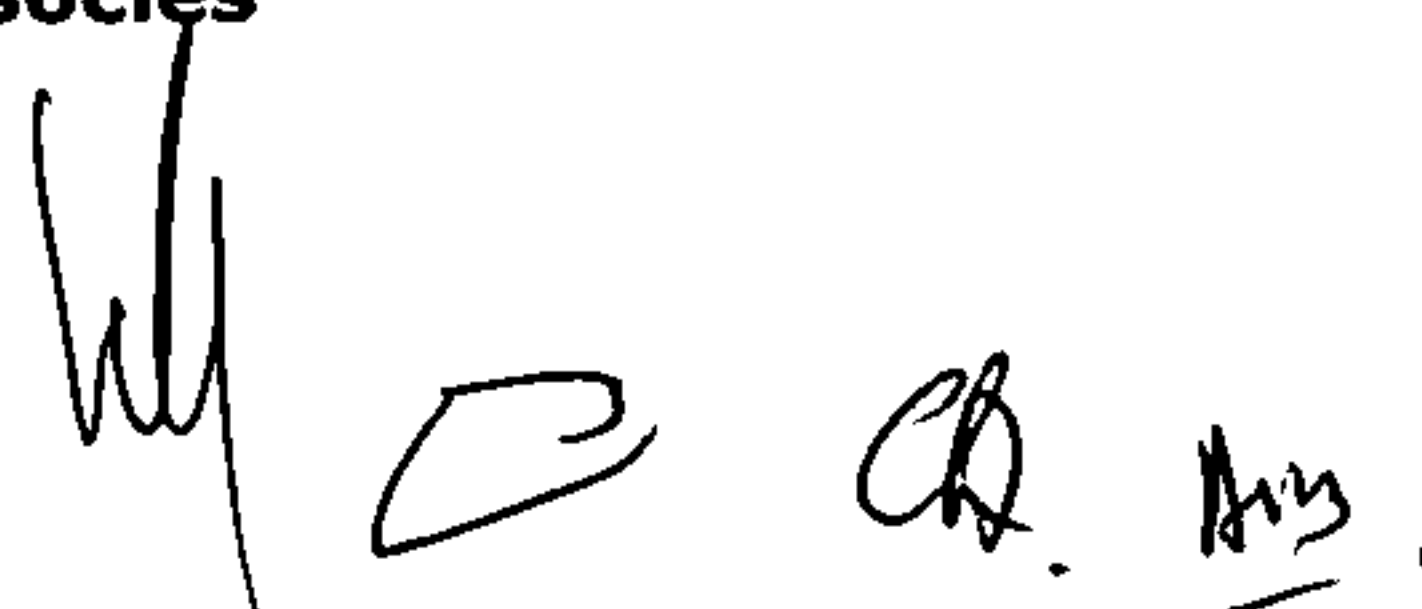
*lors de la constitution de la société il a été effectué des apports en numéraire par les associés pour un montant de trente sept mille euros, ci 37 000 €*

*par décision extraordinaire des associés en date du 7 juillet 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 4 450 000 € suite à l'apport en nature de 89 000 actions de la société Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande*

SOIT AU TOTAL

4 487 000 € »

**Cette décision est approuvée à l'unanimité des associés**



## **QUATRIEME DECISION**

Les Associés confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes certifiée conforme à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.

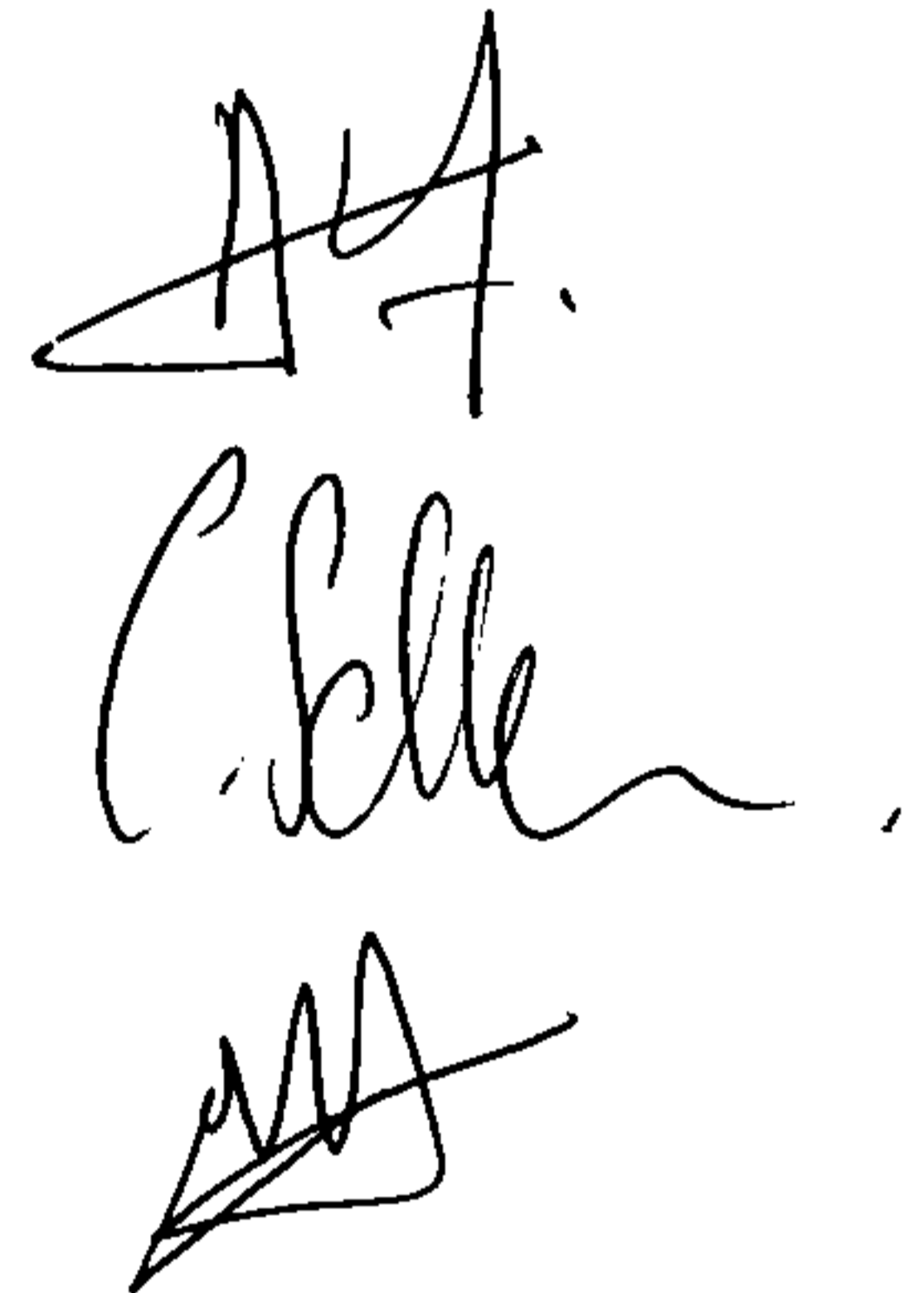
**Cette décision est approuvée à l'unanimité des associés**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président a levé la séance à 18 heures 30 et il a été établi le présent procès-verbal signé par le Président et tous les associés.

Le Président



Les Associés



CERTIFIÉ SINCÈRE  
VÉRIFIÉ ET CONFORME  
À L'ORIGINAL

## **STATUTS**

**(MIS À JOUR LE 3 JUILLET 2006)**

.Kurt Josef Schlotthauer,  
né le 16 août 1940 à Mayen (Allemagne), demeurant 24-26 rue Vaugelas 75015 Paris,  
marié sous le régime de la communauté légale ;

.Christoph Wolfgang Schlotthauer,  
né le 19 juin 1973 à Paris 8ème, demeurant 85, rue Réaumur 75002 Paris,  
marié sous le régime de la séparation de biens ;

.Anthony Pierre Brandel,  
né le 22 février 1954 à Paris 16ème, demeurant 3, rue Dulong 75017 Paris,  
marié sous le régime de la communauté légale ;

.Sylvie Patat épouse Marty  
née le 31 octobre 1960 à Saigon (Vietnam), demeurant 14 boulevard de Courcelles  
75017 Paris  
mariée sous le régime de la séparation de biens ;

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par actions simplifiée devant exister  
entre eux.

### **Article 1 – Forme**

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le  
seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée.  
Elle est régie par les textes légaux et règlements en vigueur, ainsi que par les présents  
statuts.

### **Article 2 – Dénomination**

La dénomination sociale est :

**3 S**

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les  
lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder  
ou suivre la dénomination sociale des mots « Société par actions simplifiée » ou lettres  
« SAS » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette  
dénomination de la mention « société de participation d'expertise comptable et de  
commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre  
des Experts-comptables et de la Compagnie régionale où la société est inscrite

### **Article 3 – Objet**

La Société a pour objet, la détention de parts ou d'actions de sociétés d'expertise  
comptable ou de commissariat aux comptes.  
Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent  
à cet objet.

#### **Article 4 - Siège social - Succursales**

Le siège de la Société est fixé 155, boulevard Haussmann à Paris (75008)  
Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts.

#### **Article 5 - Durée**

La durée de la Société est de quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

#### **Article 6 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de quatre millions quatre cent quatre vingt sept mille euros (4 487 000 €) Il est divisé en quarante quatre mille huit cent soixante dix actions (44 870 actions) de même catégorie, intégralement libérées et souscrites en totalité par les actionnaires et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports.

#### **Article 7 - Apports**

Lors de la constitution de la société il a été effectué des apports en numéraire par les associés pour un montant de trente sept mille euros, ci 37 000 €

Par décision extraordinaire des associés en date du 7 juillet 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 4 450 000 €  
Suite à l'apport en nature de 89 000 actions de la société  
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande

SOIT AU TOTAL 4 487 000 €

#### **Article 8 - Avantages particuliers**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

#### **Article 9 – Forme des actions - Liste des actionnaires - Répartition des actions**

Les actions sont nominatives

La liste des associés sera communiquée annuellement au Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes dont la société relève, ainsi que toute modification apportée à cette liste Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des professionnels ayant la qualité d'Expert-comptable et de Commissaire aux comptes.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre ou à la Compagnie des commissaires aux comptes, ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une

partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts-comptables et Commissaires aux comptes, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

### **Article 10 – Modification du capital social**

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités des actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

#### **- Clause d'agrément**

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par une décision extraordinaire des associés prise à l'unanimité.

#### **- Augmentation de capital**

Toute décision relative à une augmentation du capital sera prise par une décision extraordinaire des associés.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder aux modifications corrélatives des statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit au préalable être intégralement libéré.

#### **- Réduction du capital**

Toute décision relative à une réduction du capital sera prise par une décision extraordinaire des associés.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser.

En aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

### **Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé**

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables ou sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenu par des experts comptables au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

### **Article 12 - Indivisibilité et démembrement des actions**

Chaque action est indivisible à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

### **Article 13- Responsabilité des associés**

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les actionnaires ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

### **Article 14 – Le Président**

La société est administrée par un Président, personne physique, expert-comptable et commissaire aux comptes.

Le Président est choisi parmi les associés.

Il est nommé avec ou sans limitation de durée. Il est renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à l'unanimité, qui peut le révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

La fonction du Président prend fin de plein droit lors de la première décision collective d'associés prise à l'unanimité dans l'année où il atteindra 75 ans.

### **Article 15 – Pouvoirs du Président**

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Les cautions avals et garanties données par la société font obligatoirement l'objet d'une autorisation de la collectivité des associés statuant à l'unanimité.

### **Article 16 – Rémunération du Président**

La rémunération du Président est fixée par la collectivité des associés dans les conditions fixées par l'article 21 des statuts, à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

### **Article 17 – Conventions entre la société, ses dirigeants et ses associés**

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées par décision collective produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

### **Article 18 - Commissaires aux Comptes**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

### **Article 19 – Les décisions des associés**

Une décision des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations suivantes :

- agrément d'un nouvel associé ;
- fusion, scission, liquidation ou dissolution ;
- modification des statuts à l'exception du transfert du siège social ;
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- toute distribution faite aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- nomination et révocation du Président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- émission d'obligations ;
- augmentation des engagements des associés ;
- transformation de la société en société d'une autre forme.

Toutes décisions entraînant la modification des statuts et l'augmentation des engagements des associés devront être décidées par la collectivité des associés à l'unanimité dans les conditions fixées par l'article 21 des présents statuts, à l'exception du changement de siège social.

#### **- Forme des décisions**

Les décisions collectives des associés sont, au choix du Président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite ou d'un acte sous seing privé.

## - Assemblées générales

### 1 - Convocation à l'assemblée générale

L'assemblée générale est convoquée par le Président ou un demandeur.

La convocation écrite pourra être transmise par tout moyen, envoi postal, télécopie ou transmission électronique quinze jours au moins avant la date de la réunion ; elle indiquera l'ordre du jour et le lieu et la date de la réunion.

Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués à l'assemblée générale dans les conditions légales. A défaut les conditions de convocations seront les mêmes que pour les associés.

### 2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

### 3 - Admission aux assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou son conjoint

### 4 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

## - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés par le Président ou le demandeur à chaque associé, par tout moyen écrit transmis par envoi postal ou autre, télécopie ou transmission électronique.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote.

Le vote sera émis par tout moyen écrit et transmis par envoi postal ou autre, télécopie ou transmission électronique.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai prévu dans les projets de résolutions et à défaut dans le délai ci-dessus indiqué est considéré comme s'étant abstenu.

Le ou les commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

## - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

## **Article 20- Droit de communication des associés**

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

## **Article 21 - Quorum - Vote**

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

A l'exception de celles nécessitant l'unanimité, toutes les décisions collectives seront prises à la majorité simple.

## **Article 22 - Année sociale**

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2006.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

## **Article 23 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur la proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### **Article 24 - Nomination du premier Président**

Monsieur Kurt Schlotthauer est nommé premier Président de la société sans limitation de durée.

#### **Article 25 - Nomination des commissaires aux comptes**

Madame Maryse Lebel est nommée commissaire aux comptes titulaire de la société, pour les six premiers exercices.

Monsieur Serge Meheust est nommé, pour la même durée, commissaire aux comptes suppléant.

#### **Article 26 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation**

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

#### **Article 27 - Publicité - Pouvoirs**

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président, spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Paris

le 14 février 2006

en douze exemplaires originaux